

Paris, le 10 septembre 2019

## REVALORISATION SALARIALE, EMPLOIS ET BUDGET DÉCENT POUR L'ESR : IL Y A URGENCE !

Dans le cadre du débat autour du projet de loi de programmation pluriannuelle pour la recherche, la CPU a fait connaître, le 5 septembre dernier, ses propositions en matière de recherche. Elles se résument ainsi : encore plus de dérégulation dans l'ESR pour affaiblir les statuts des personnels.

Si nous ne pouvons que rejoindre les propositions allant dans le sens d'une augmentation indispensable du budget consacré à l'ESR, l'échelle de grandeur est à rectifier pour atteindre l'objectif de Lisbonne des 3 % du PIB consacrés à la recherche en France. Le SNESUP-FSU rappelle à cette occasion qu'une remise à plat du CIR est plus que jamais nécessaire.

Par ailleurs, si la CPU pose comme principe la revalorisation des rémunérations, en particulier celles de début de carrière (revendication ancienne de notre syndicat plus que jamais d'actualité), elle l'assortit de préconisations visant à « repenser le recrutement » qui auront nécessairement pour effet de porter atteinte aux recrutements statutaires et aux déroulements des carrières. Cette proposition masque en réalité la fragilité de l'emploi scientifique qui préfigure un avenir sans perspective d'emploi pour les doctorant-es et une généralisation de la précarité.

Les instruments préconisés par la CPU qui visent à « donner aux universités la maîtrise de leurs recrutements » et à « assouplir le cadre des missions des enseignants-chercheurs » ne peuvent qu'accroître le localisme exacerbé et accentuer la dégradation des conditions de travail des personnels de plus en plus visibles au quotidien.

La revendication du droit pour les universités à « expérimenter le contrat de chantier » ou encore à déployer un « processus spécifique de titularisation » des *tenure track*, rejoint la volonté affichée par la Ministre Frédérique Vidal de saisir l'opportunité croisée de la loi de transformation de la fonction publique et de la future loi de programmation pluriannuelle pour la recherche pour aller plus loin dans le processus de privatisation des établissements universitaires et la dérégulation de nos carrières.

Le service public de l'Enseignement supérieur et la Recherche a besoin d'un véritable investissement pour l'avenir au service de toutes et tous. Il requiert un budget et la création d'emplois scientifiques à la hauteur des besoins. Pour le SNESUP-FSU, cet investissement implique une sérieuse revalorisation salariale qui ne porte atteinte ni aux statuts des personnels ni à leurs droits à la retraite. ■

**SUIVEZ-NOUS !**



[SNESUPFSU](https://www.facebook.com/SNESUPFSU)



[@SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)